

Egun on deneri,

Adishatz monde,

Bonjour à tous,

Je commence ce rapport en basque et gascon car la Cmcas de Bayonne a inscrit dans ses orientations politiques sa volonté d'aider les bénéficiaires à s'approprier et faire vivre nos langues territoriales.

*« La culture, se veut quelques fois territoriale ou communautaire. Loin de promouvoir le repli sur soi, elle doit favoriser l'échange et la rencontre. »*

*Notre territoire s'étend sur les landes, le Pays basque et une partie du Béarn. Il a des limites naturelles telles que les Pyrénées et l'Océan, d'autres tracées par les hommes au fil du temps et même une frontière qui culturellement parlant a peu de sens. Sa culture est celle des femmes et des hommes qui y vivent. Elle est issue de la montagne ou de la plaine, de la côte ou de l'intérieur. Elle est gasconne et basque, influencée par des cultures venues d'ailleurs. Elle est dansée, chantée, jouée, écrite et parlée. Elle est actuelle et moderne. En lien avec les institutions locales et en participant aux événements qui la porte(korrika, passem ...), la CMCAS aidera les bénéficiaires d'ici et d'ailleurs à se l'approprier et la faire vivre. »*

Comme chaque année, l'Assemblée Générale de notre CMCAS permet de dresser un bilan de l'année écoulée et de réfléchir ensemble sur les actions à mener pour l'année à venir.

Pour commencer, je souhaite remercier les professionnels de la CCAS qui, par leur investissement, ont permis la tenue de cette assemblée.

Après ma prise de parole, nous pourrons ainsi débattre et échanger avant de soumettre ce rapport moral au vote.

Les années se suivent et se ressemblent. Le grand capital est à l'œuvre et la période que nous traversons est sombre.

Le contexte géopolitique est inquiétant. Je n'énumérerai pas les conflits en cours dans le monde par crainte de ne pas tous les citer mais je tiens à faire un focus sur la crise humanitaire en cours à GAZA.

L'histoire devrait être source d'enseignement afin de ne pas reproduire l'impensable. Avide de pouvoir, les soi-disant grands de ce monde font le choix de laisser mourir des innocents, le peuple.

Depuis l'attaque du 7 octobre 2023, ce sont des femmes, des hommes, des enfants qui chaque jour meurent par les armes, de faim, de soif ou par manque de soins pour des raisons qui les dépassent ou pour des faits dont ils ne sont en rien responsables.

Depuis, près de 31000 Gazaouis ont été assassinés en Palestine par l'armée d'Israël. Ce sont les actes d'un gouvernement d'extrême droite. Ils doivent nous rappeler la violence des idées nauséabondes de ces partis.

Les activités sociales de l'énergie se rangent du côté des faiseurs de paix. Elles exigent des cessez-le-feu immédiats à GAZA comme en Ukraine et comme partout où les armes tuent ! Des solutions diplomatiques doivent être trouvées. Il ne peut y avoir d'autres options !

La cmcas de Bayonne a comme chaque fois appelé les électriciens et gaziers à participer à toute forme d'action pour exiger ces cessez-le-feu et à participer aux actions de solidarité financière pour venir en aide concrète aux peuples touchés.

Le gouvernement français a une grande responsabilité dans tous ces conflits car il procure des armes à bon nombres de pays en guerre. Le président Macron emploie de plus en plus un vocabulaire guerrier. Il n'exclut pas l'envoi de troupes en UKRAINE et le ministère des Armées a annoncé, une « collaboration » avec EDF afin d'utiliser la puissance des deux réacteurs nucléaires de la centrale de Civaux pour produire, avec le Commissariat à l'Energie Atomique, du tritium, « un gaz rare indispensable aux armes de la dissuasion ».

Exigeons que les milliards d'euros - de roubles ou de dollars - dédiés à l'armement et aux conflits armés soient plutôt consacrés au bien-être de l'humanité et à l'avenir de la planète ! Partout à travers le monde, les travailleuses et les travailleurs produisent des richesses, il n'est plus acceptable que ces dernières servent à faire s'entretuer les peuples et à massacrer l'environnement !

Justement concernant l'environnement : Depuis des décennies, l'inaction des politiques de presque tous les pays dits « développés », conjuguée à la pollution générée pour sa majeure partie par les 2% les plus riches du globe, engendrent une multiplication des catastrophes naturelles. Le dérèglement climatique s'accélère, et comme partout sur la planète, cela se traduit par des tempêtes et des inondations touchant de nombreux territoires français, en métropole mais aussi dans les Départements Régions d'Outre-Mer (DROM) et Collectivités d'outre-mer (COM).

Dans le contenu de notre communication, dans le choix des modes de communication et de transport, dans la construction de nos projets et l'adaptation de notre immobilier, nous nous devons d'œuvrer à notre niveau pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

Concernant l'actualité sociale de notre pays, là aussi, les années se suivent et se ressemblent. Présentée fin janvier en conseil des ministres, la réforme des retraites, emballée dans un projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificatif (PLFSSR), prévoit de repousser l'âge de départ de 62 à 64 ans. La population rejette cette réforme et l'adoption définitive du texte le 16 mars 2023 avec l'utilisation de l'article 49.3 n'est toujours pas acceptée. L'intersyndicale a parvenu entre janvier et avril 2023 à organiser le plus grand mouvement social depuis le plan Juppé en 1995.

Au-delà du fond, c'est la méthode qui n'est pas acceptable. Presque tous les artifices de la procédure parlementaire ont été dégainés par l'exécutif : recours à l'article 47-1 de la Constitution fixant des délais d'examen contraints dans l'hémicycle, procédure du vote bloqué pour obliger les élus à se prononcer sur le texte par « blocs » d'amendements sélectionnés par le gouvernement, utilisation de points de règlements des assemblées pour accélérer les débats. Sur les retraites, Emmanuel Macron est arrivé à passer sa réforme mais il a aussi mis en lumière la fragilité de son assise parlementaire.

Sur la loi immigration, examinée à l'hiver. Ce texte a été vendu comme un texte de compromis, mais il se rapproche de la compromission, avec certaines mesures inspirées directement des idées du Rassemblement national. Le texte définitivement adopté par le Parlement le 19 décembre a glissé clairement à droite. Il prévoit, entre autres, un durcissement du regroupement familial, le rétablissement du délit de séjour irrégulier, la déchéance de nationalité pour les binationaux coupables de meurtres contre des personnes détentrices de l'autorité publique, ou encore la limitation du droit du sol.

Le conflit contre la réforme des retraites aura clairement marqué l'année 2023. Les électriciens et gaziers se sont largement mobilisés mais ils n'ont pas pu empêcher le passage en force de ce gouvernement. Le régime spécial des industries électriques et gazières n'est plus pour les nouveaux entrants. Ils cotisent désormais au régime général et cela pose la question de la pérennité de notre régime pour les retraités actuels et à venir.

Le gouvernement et les entreprises veulent aujourd'hui nous faire payer notre engagement contre cette réforme. Nous vivons une insupportable période de répression syndicale en général, et dans les IEG en particulier. De plus en plus de collègues sont trainés devant les tribunaux. La police vient les chercher manu militari devant leur famille et leurs voisins comme des terroristes pour des faits de grèves. Les entreprises n'hésitent pas à les mettre en disciplinaire pour les mêmes raisons. Ils veulent nous faire peur, ils ne récoltent que l'indignation des électriciens et gaziers.

Mais malgré les heures sombres que nous traversons, je ne peux clôturer mon rapport sans évoquer l'éclaircie de ce début d'année qu'est l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution. Cet événement majeur vient marquer toutes les décennies de lutte pour faire avancer les droits des femmes et nous ne pouvons que nous réjouir d'une telle avancée, même si nous devons garder à l'esprit que rien n'est gravé dans le marbre.

Tous ces combats ne sont pas finis et la Cmcas de Bayonne restera mobilisée aux côtés des bénéficiaires qui œuvreront au maintien de nos droits, de notre statut et pour plus de justice sociale.

J'ai souhaité comme l'an passé vous redonner nos orientations politiques qui ont été votées à l'unanimité. Elles sont le fil conducteur de la mandature. Amendables et modifiables tous les ans, elles nous servent de repère à la construction de nos activités sociales.

Le lien, entre bénéficiaires, mais aussi avec leurs activités sociales en est un marqueur fort.

Cette année encore, les salariés de la CCAS ont, au côté des élus et des bénéficiaires bénévoles, travaillé à le renforcer ou à le construire là où il n'existait pas.

- En allant à la rencontre des actifs ou inactifs sur les lieux de travail ou dans les SLVIE.
- En organisant des appels sortant pour les plus anciens.
- En organisant des moments conviviaux permettant de se retrouver ou de se rencontrer.
- En continuant la réorganisation du réseau solidaire permettant plus d'entraide qui voit le jour ce début d'année 2024.

Pour renforcer ce lien, je suis heureux de vous annoncer que le conseil d'administration du 4 avril 2024 vient de voter le principe d'une grande enquête en direction des bénéficiaires de notre Cmcas afin de mieux répondre à leurs besoins.

Je souhaite terminer en affirmant que les valeurs partagées par les activités sociales de l'énergie sont de belles valeurs qui méritent que l'on se batte pour elles. Nous vivons dans une société malade qui nous éloigne un peu plus chaque jour de ces valeurs (humaines, sociales, solidaires, culturelles, accessibles à toutes et tous).

Je remercie sincèrement tous et toutes les collègues qui les font vivre au travers de leur engagement, qu'il soit professionnel, militant ou bénévole.

Je vous remercie pour votre attention et je vous invite à débattre sur ce rapport moral mais aussi sur notre avenir.

Portons haut cette parole qui est la nôtre et vive les Activités Sociales de l'énergie !

**Jean-Christophe Laforie**  
Président de la Cmcas de Bayonne

Rapport écrit le 12 avril 2024